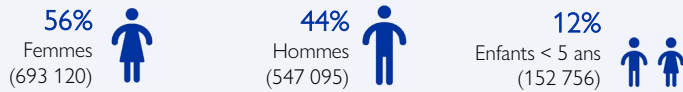
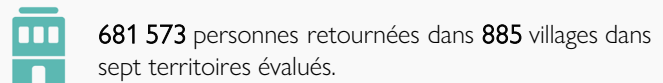
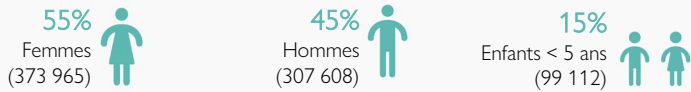


La DTM a identifié une population mobile de **1 240 215** individus au 15 décembre 2023 et une population retournée estimée à **681 573** individus

Principales données sur le déplacement



Principales données sur les retours



CONTEXTE

Depuis 2022, la région orientale de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier le Nord-Kivu, est en proie à un conflit dévastateur qui s'est intensifié et est devenu de plus en plus complexe au fil du temps, avec le potentiel d'atteindre des niveaux sans précédent dans le Nord-Kivu. Cette crise se caractérise par une multitude d'acteurs armés en conflit, une importante population déplacée et une population encore plus importante en manque d'aide humanitaire. Le conflit actuel entre le groupe rebelle M23 et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et leurs alliés a été une source majeure de violence et d'instabilité dans la région. La situation s'est encore détériorée depuis le début du retrait de plusieurs bases des forces de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) des territoires affectés. Ce conflit a non seulement causé la perte de vies humaines et le déplacement de millions de personnes, mais il a également entravé les efforts visant à instaurer la paix et la stabilité dans la région.

Au début du mois de décembre 2023, le conflit entre le M23 et les forces gouvernementales et d'autodéfense s'est intensifié, en particulier dans le territoire de Masisi en territoire de Masisi dans plusieurs axes : sur l'axe Sake-Mweso, l'axe Muheto-Busihe-Lushebere, l'axe Sake-Masisi centre. Cette recrudescence de la violence armée dans le territoire de Masisi a conduit à la prise des localités de Mweso, le 20 novembre 2023, dans le groupe Bashali-Mokoto et de Mushaki dans le groupe Mfuni-Matanda par les rebelles du M23. Le 7 décembre 2023, la circulation a été coupée sur la route Masisi-Sake, un axe important vers la ville de Goma, forçant une nouvelle vague de déplacement de la population hôte, de déplacements secondaires et d'anciens retournés. Par ces actions, le groupe armé M23 a pu étendre son contrôle sur certaines localités déjà occupées et a progressé dans d'autres zones non encore occupées, dans le but de consolider son influence et d'étendre son hégémonie dans la province. Cette expansion territoriale continue d'inquiéter les acteurs régionaux et internationaux, qui craignent que le conflit ne devienne incontrôlable et ne conduise à une plus grande instabilité. En réponse à cette violence, un cessez-le-feu a été déclaré pour réduire les hostilités entre les groupes armés et le M23, et finalement créer un environnement plus stable et plus sûr en réduisant les combats et en apaisant les tensions causées par le conflit armé, en particulier au cours de ce processus électoral.

Depuis le début de la crise, l'OIM, par le biais de la DTM continue à mener une série d'évaluations rapides, y compris le suivi des urgences (EET/ERM), l'analyse des crises et enregistrement avec priorité de répondre aux besoins immédiats d'information en vue de comprendre la dynamique des déplacements et les besoins. Ce rapport présente les résultats des évaluations menées dans les différentes zones de déplacement et de retour du 20 novembre au 15 décembre 2023.

DÉPLACEMENT

Les données sur les déplacements recueillies dans cette onzième analyse de crise montrent une nouvelle augmentation du nombre de personnes déplacées par rapport à la publication précédente ([voir le rapport](#)). Le nombre de personnes déplacées est passé de 1 076 261 à 1 240 215 personnes au 15 décembre 2023 ([données détaillées ici](#)). Cette augmentation de 15 pour cent est due aux multiples attaques, notamment celles qui ont touché les territoires de Masisi et Nyiragongo, qui ont vu l'extension des zones de contrôle du groupe M23.

Bien que la majorité des personnes déplacées se trouvent dans des communautés d'accueil, les sites de déplacement continuent d'accueillir un nombre important de personnes déplacées. Si certains de ces sites offrent des abris temporaires et une assistance de base, la plupart ne sont pas toujours en mesure de répondre de manière adéquate aux besoins de la population touchée. Ces sites sont souvent surpeuplés et peinent à fournir des services de base tels qu'un sentiment de sécurité, de l'eau potable, de la nourriture et des installations sanitaires, ce qui exacerbe les difficultés rencontrées par les personnes déplacées. En conséquence, la vulnérabilité des personnes déplacées s'est accrue, en particulier pour celles qui sont déjà confrontées à des conditions de vie difficiles.

Types d'installation	Ménage	Individu	Homme	Femme
Communauté hôte	152 474	785 855	343 822	442 033
Sites hors mécanisme de gestion	37 093	173 615	77 172	96 443
Sites sous mécanisme CCCM	95 712	280 745	126 101	154 644
<b>Total</b>	<b>285 279</b>	<b>1 240 215</b>	<b>547 095</b>	<b>693 120</b>

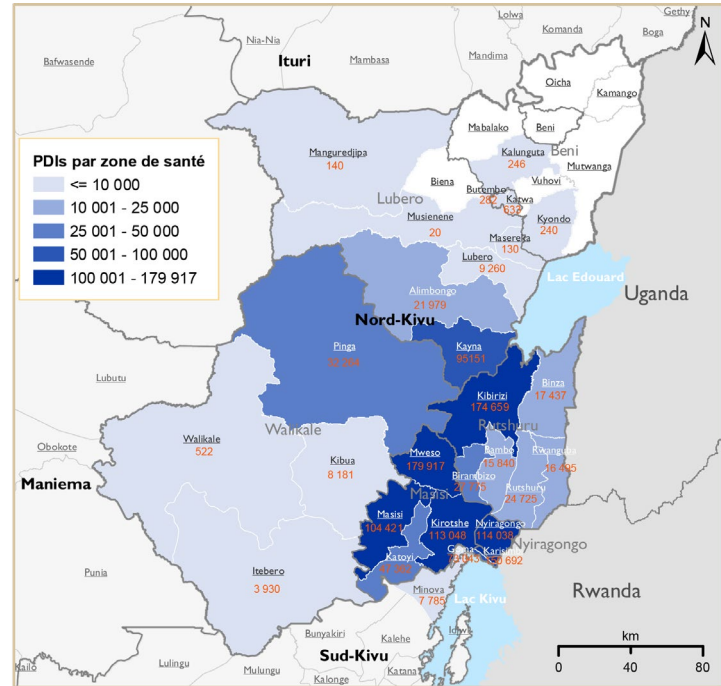
Le 20 novembre 2023, des affrontements dans et autour de Mweso ont provoqué un déplacement massif de la population vers Kashuga, Kalembe dans le territoire de Rutshuru. Le 29 novembre 2023, des affrontements entre le M23, les FARDC et alliés sur l'axe Muheto-kausa, Kanzenze, Kibuu et Mumba dans la localité de Kalonge ont entraîné le déplacement de la population vers Busihe et ses environs dans le groupement de Bashali-Kahembe. Le 7 décembre 2023, de violents combats signalés dans et autour de Mushaki ont provoqué des mouvements préventifs de population vers Katala, Lushebere et Masisi centre, tandis que les populations sur l'axe Kalonge-Bihambwe se sont dirigées vers Bihambwe, Rubaya dans le groupement Rubaya et Mupfunyi-Matanda. La colline de Ngingwe est également occupée par le groupe armé, incitant les populations de Mitumbala, Busheka, Karuba, Kisisi, Shasha, Kirotshe et Kihindo à se diriger vers Bweremana et Sake dans le territoire de Masisi. Goma, Minova et ses environs dans le territoire de Kalehe, dans le groupement de Buzi au Sud-Kivu.

**ACCESSIBILITÉ ET CARTOGRAPHIE ZONE D'OCCUPATION**

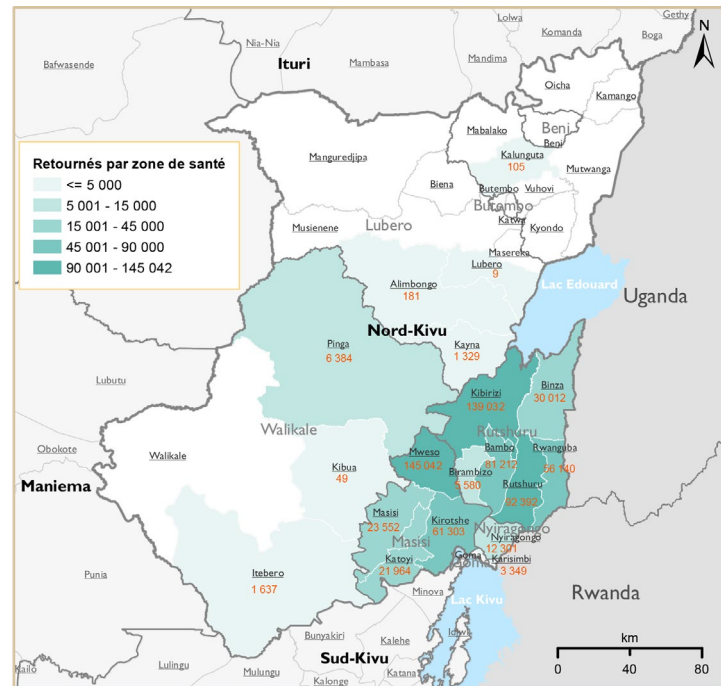
Depuis la prise de Mushaki par le M23 le 7 décembre 2023, la circulation sur la route Goma-Masisi, capitale orientale du territoire de Masisi, est paralysée. Il s'agit de la troisième route coupée par le groupe M23, après Goma-Rutsuru et Sake-Kitshanga. Le blocage des axes principaux peut avoir des conséquences importantes sur l'accès aux populations dans le besoin, aux produits de première nécessité pour les populations vulnérables et peut également avoir un impact sur les prix des denrées alimentaires dans la ville de Goma et les environs.



**CARTOGRAPHIE DE DÉPLACEMENT**



**CARTOGRAPHIE DE RETOUR**



**RETOUR DE LA POPULATION AFFECTÉE**

Les résultats des évaluations des déplacements liés à la crise du M23 effectuées entre le 20 novembre et le 15 décembre 2023 ont permis d'identifier un total de 681 573 populations retournées (138 294 ménages). La tendance au retour a augmenté de 19% au cours de ce cycle d'évaluation, par rapport au nombre enregistré lors de la dernière évaluation du 19 novembre 2023. Cette augmentation, principalement observée à partir du 10 décembre, peut s'expliquer par le cessez-le-feu, qui a conduit à une réduction significative de l'intensité des combats, permettant le retour d'un certain degré de stabilité dans certaines de ces zones. En outre, les retours sont également motivés par le désir des populations déplacées de reconstruire leur vie, car elles font face à un manque de ressources pour maintenir leur situation de déplacement, couplé à une certaine conviction que la situation s'est améliorée dans leurs zones d'origine malgré le conflit en cours, et que certaines de leurs zones d'origine sont des zones contrôlées par le M23.

**PERCEPTION DES BESOINS PRIORITAIRES**

L'accès aux ressources essentielles telles que la nourriture, le logement et les soins de santé sont les principaux besoins exprimés et sont souvent limités ou inexistantes dans les zones où les populations déplacées cherchent refuge. Les besoins fondamentaux des populations vulnérables ne sont généralement pas satisfaits, ce qui rend difficile leur survie et celle des communautés touchées.